

Le long calvaire des réfugiés syriens en France - Au-delà de Saint-Ouen, rien n'est prévu

samedi 3 mai 2014, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2014).

À la rue pendant plusieurs semaines, les 41 familles syriennes dites « de Saint-Ouen » sont réunies par l'absence de logement et le règlement de Dublin II, qui affirme que c'est le pays où sont prises les empreintes qui est responsable de la demande d'asile...

Tout demandeur d'asile, avant de se rendre en préfecture, est errant et sans droit, une errance qui continue jusqu'à l'enregistrement de sa demande d'asile à l'OFPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides), laquelle lui ouvre, sur le papier du moins, le droit à un hébergement. Ceux de Saint-Ouen ne s'étaient pas encore rendus en préfecture, un certain nombre d'entre eux craignant avec raison de se voir renvoyés en Espagne, en raison de Dublin II.

Leur calvaire, dans un square sans eau et sans toilettes, a duré des semaines, marquées par l'intransigeance de la mairie de Saint-Ouen qui leur octroiera finalement 1 200 euros pour qu'ils passent une nuit « ailleurs » afin de pouvoir fermer le square et de les renvoyer sur le trottoir... Leur précarité a suscité la générosité de riverains, de militants associatifs, d'anonymes et des mosquées du département. Une formidable solidarité quotidienne s'est ainsi mise en place (logements, nourriture...).

Le Samu social affichait complet. C'est alors qu'un aréopage inattendu a fait irruption dans le square en la personne de Didier Leschi, préfet délégué à l'égalité des chances auprès du préfet du 93, et du directeur de l'OFPRA, Pascal Brice. La suite est connue : un « guichet unique » est improvisé à la préfecture de Paris et non à celle du 93, et on a décidé de déroger à Dublin II. Les requérants sont domiciliés, leurs empreintes prises, un récépissé de six mois leur est délivré, le dossier OFPRA est rempli sur place et le récit de vie remplacé par un entretien sommaire. Leur demande de logement a obtenu une réponse immédiate.

La France, terre d'accueil ?

Ce guichet « ad hoc » concentre les démarches auprès de trois administrations (préfecture, OFPRA et OFII, l'office français de l'immigration et de l'intégration) qui requièrent normalement des mois. La formule a répondu aux attentes des familles épuisées. Cerise sur la gâteau, la préfecture s'est même engagée à rembourser toutes les nuitées d'hôtel avancées par l'association Revivre ! C'est ainsi qu'ont progressivement disparu des médias « les réfugiés syriens de Saint-Ouen ».

Mais au-delà de Saint-Ouen, rien n'est prévu pour les demandeurs d'asile qui continueront d'arriver, de Syrie ou d'ailleurs. Quant à la question des réfugiés syriens en France, elle se pose encore une fois avec acuité : il y a un mois, 85 d'entre eux auraient reçu un APRF (arrêté préfectoral de reconduite à la frontière). Une mesure qui ne correspond pas vraiment à la prétendue politique du

ministère des Affaires étrangères, « France, pays d'accueil des réfugiés syriens », mais qui poursuit la politique d'entraves mises à l'arrivée des Syriens en France, le premier acte en ayant été le rétablissement du visa de transit aéroportuaire.

Correspondante

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 240 (01/05/2014). <http://www.npa2009.org/>